

FAIRE LA VILLE ENSEMBLE

LA TABLE DES MATIÈRES

Boutique et lieu de vie, elle fête ses cinq ans. ► P.2

MON JARDIN CHOCOLATÉ

Rue Raymond-Losserand, un nouveau commerce très solidaire. ► P.3

GÉNÉRALISATION DES 30 KM/H

Vitesse limitée dans un quartier, liberté ou sécurité? ► P.6



© FRANÇOISE SALMON

LA MAISON DE LA TUNISIE

Un nouveau pavillon en hommage à Bourguiba. ► P.7



© ALAIN GORIC'H

Un réaménagement de la place des Droits de l'Enfant (ci-dessus) va être mené sous la houlette d'une association. Les conseils de quartiers concernés et nombre d'habitants reprochent à la mairie un manque de concertation, ou au moins d'information. Sur maints autres sujets (la végétalisation, la ville du ¼ d'heure, la généralisation des rues à 30 km/h, les nouvelles constructions), sans parler du renouvellement du PLU, la concertation est lancée et entretenue. Mais des habitants très impliqués s'interrogent. Peut-on faire la ville ensemble?

Place des Droits de l'Enfant

● Une démarche d'aménagement controversée au carrefour... de différentes conceptions de la démocratie participative.

À la croisée des rues de la Tombe-Issoire et d'Alésia, deux axes de transit très fréquentés, se trouve un établissement scolaire. Dans les années 2000, des habitants se sont émus de la dangerosité du carrefour pour les enfants. Geneviève Bellenger, à la tête de la mobilisation avec des parents d'élèves et des riverains, fut propulsée dans l'équipe municipale, en charge des questions de voirie. Après des concertations tous azimuts, ce quartier devint, en 2003, un des premiers «quartiers verts» de la capitale où la vitesse est limitée à 30 km/h. La trajectoire de la rue Sarrette à ce même carrefour fut modifiée. Devant le commerce d'alimentation actuel, il y avait un jardinet dont la propriétaire fit don à la Ville à condition qu'il soit conservé. Cet espace piéton fut agrandi et aménagé. On planta de nouveaux arbres et l'endroit fut doté des signes de l'urbanité haussmannienne : réverbères, colonne Morris et fontaine Wallace.

L'empreinte des conseils de quartier

En 2009, la placette est baptisée place des Droits de l'Enfant,

à l'occasion du 20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, fête chaque année le 20 novembre. Des inscriptions au sol énonçant les droits fondamentaux sont financés par la mairie et les conseils de quartiers (CdQ) Jean-Moulin Porte d'Orléans et Montsouris-Dareau. À cette période, la commission culture du CdQ Montsouris-Dareau réfléchit à valoriser le passé artistique local. La famille de la sculptrice Chana Orloff (1888-1968) accueille favorablement une proposition d'installation sur la place d'une réplique d'une sculpture représentant le jeune fils de l'artiste. Il faudra huit ans de démarches des uns et des autres pour poser *Mon fils marin* sur son socle, en 2018 (*La Page* n°121).

Les Hyper Voisins, activistes de la convivialité

À l'instar des places Flora-Tristan et Moro-Giafferi, le long de la rue Didot, la place des Droits de l'Enfant doit largement sa transformation à ses riverains, qui en apprécient la tran-

quilité pour laquelle ils se sont mobilisés. En été, le couvert des arbres qui se sont bien développés donne une certaine unité à l'ensemble, même si la sensation de carrefour reste prégnante. Lorsqu'un nouvel acteur apparaît dans le paysage, il n'arrive pas en terre vierge. Le lieu a son histoire et ceux qui l'ont faite sont encore bien là!

En 2016, Patrick Bernard s'est installé rue de l'Aude. Rapidement, il ne se contente pas d'habiter son quartier. Dès avril 2017, il crée un collectif, Les Hyper Voisins, qu'il entraîne dans la mise en œuvre de ses idées (cf. entretien p.4). Les Hyper Voisins déposent un projet au budget participatif 2018, estimé à 1 000 000 €, pour repenser la place des Droits de l'Enfant «sur le modèle d'une place de village afin de booster la convivialité du quartier» précise le texte de présentation. [...] «Qu'allons-nous y faire, du lundi matin au dimanche soir? [...] Une liste de propositions sera ouverte et soumise, dans un esprit de co-construction aux habitants et aux commerçants du quartier». ► (Suite P.4)

Apaso, la pluridisciplinarité pour une aide globale

● Caroline Bovero, directrice générale de l'association, nous accueille au 88, boulevard Arago.

Apaso, est l'Association pour la Prévention, l'Accueil, le Soutien et l'Orientation que Caroline Bovero a rejointe en 2011 en tant que juriste avant d'en prendre la direction. Créée par des psychologues, c'est néanmoins une équipe pluridisciplinaire qui officie car « la souffrance psychique est au cœur de l'ensemble des accompagnements ».



Des psychologues cliniciens (1), des juristes, des travailleurs sociaux, des conseillers d'insertion professionnelle, des sophrologues (2) agissent ensemble pour faire évoluer la situation.

L'association « offre trois portes d'entrée : l'insertion, l'appui à la parentalité et l'appui au droit ». Cependant, Caroline Bovero insiste sur le fait que l'approche doit être globale et qu'il ne faut pas « saucissonner les difficultés des personnes ». Les publics accompagnés sont très divers. Dans ce contexte de pandémie, son rôle dans le soutien des étudiants en souffrance et l'appui à la parentalité s'est accru.

Une sollicitation accrue des étudiants

Les demandes ont explosé dès le premier confinement et cela s'aggrave puisque la situation s'est éternisée. La dégradation des pathologies est assez nette, car la pandémie accroît l'angoisse et multiplie les questions liées aux incertitudes des études et de l'emploi ; les troubles du sommeil s'ensuivent.

Il y a deux publics spécifiques : d'abord les étudiants en 1^{re} année de faculté, qui suivent les cours en « visio ». Ils se retrouvent maintenant en situation d'examen en présentiel alors que le dernier qu'ils ont passé physiquement était le brevet. « Le stress a été phénoménal », ils n'ont jamais vu leurs pairs ni leurs enseignants ; ces derniers ne sont pas incarnés or les échanges avec eux sont extrêmement instructifs.

Le deuxième public : les étudiants étrangers, qui avec la fermeture des frontières se retrouvent seuls, ne peuvent revenir chez eux et ont des difficultés à se ressourcer (c'était déjà le cas auparavant, cela l'est d'autant plus avec la pandémie). Lorsqu'ils arrivent à Paris, ils ne connaissent personne à la fac. Pour faire face, l'équipe estime qu'il existe plusieurs solutions avant le soin : « Apaso se situe à l'interstice entre le social et le soin psychologique » indique Mme Bovero. On mêle l'approche individuelle et groupale. En fait, « on travaille sur le contact dans leur environnement (...) On va trouver l'association qui leur apportera les ressources, qui peut les aider à être avec d'autres personnes (en utilisant des techniques comme le co-searching, que les jeunes apprécient) pour les activités sociales ». Par ailleurs, Apaso développe des actions en leur direction avec une pédagogie adaptée. Car les étudiants ne fréquentent pas les points classiques d'accès au droit. « Il faut se situer là où sont les jeunes pour débloquer certaines situations ». L'équipe se déplace dans les missions locales et autres institutions qui les reçoivent ; il y a surtout l'animation du Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (Cidj) et le travail avec eux, tout au long de leurs démarches, tout en les rendant autonomes. Apaso se déplace à la Maison des initiatives étudiantes et au Crous-Paris (fermé pendant la pandémie avec permanence d'écoute par téléphone). Les étudiants étrangers qui ont besoin d'aide juridique sont accompagnés en préfecture par un juriste, ce qui donne plus de poids à leur dossier.

Mais le financement n'est pas infini et il ne faut pas laisser les autres thématiques en jachère. L'association essaye « d'équilibrer toutes les actions ».

Des parents très soutenus par Apaso

Pour les parents, des forums s'organisent sous forme de groupe d'échanges, autour de thématiques telles que « les écrans » ; d'autres, nouvellement mis en place pour les pères, fonctionnent bien. L'association propose aussi des groupes hebdomadaires de parents et souvent ce sont des mères seules (même s'il n'y a aucune exclusion) car la monoparentalité est de plus en plus présente. Il s'agit toujours

d'« espace d'entraide » pour que les personnes puissent parler du quotidien, faire du sport, être plus à l'extérieur, marcher dans les parcs.

Une équipe assure des permanences juridiques au centre social Maurice Noguès, un partenariat est développé avec la Mission locale, d'autres travailleurs sociaux déploient des actions d'appui à la parentalité avec le Centre social Didot et animent, en collaboration avec la ludothèque, des forums avec Migrants-Plaisance. En fait, tous se déplacent là où se trouvent les gens et les partenaires.

Par ailleurs, Apaso coordonne la MASP (Mesure d'accompagnement social personnalisé) délégation de suivi social jusqu'à la professionnalisation. Les personnes relevant de la MASP (2 niveaux) ont des difficultés d'ordre psychologique et d'addiction et ont droit au RSA ; elles sont reçues dans les locaux de l'association, « quelquefois, leur seule sortie est de venir à Apaso, pour l'entretien individuel » (elles doivent être accompagnées pour obtenir le RSA). Apaso réalise un énorme travail pour les personnes dans une situation très dégradée ou celles dont la gestion des prestations sociales est prise en main.

De beaux projets à court et long terme

Apaso souhaite retrouver la convivialité : pour cela, une fête sera bienvenue, avec les équipes qui sont très fatiguées. « Il est important de rétablir ce lien social avant d'envisager le futur, de se projeter ». Les projets orientés vers les étudiants sont un axe fort de progrès. « Je pense à tous les lieux participatifs de la jeunesse » comme la future maison pour la jeunesse, sans oublier le sport (exemple des jeux olympiques) formidable outil d'insertion. Mme Bovero a d'ailleurs vu des femmes se dépasser lors de la marche de La Parisienne et estime que c'est encourageant et fédérateur pour l'insertion professionnelle.

EMMANUELLE SALUSTRO

1) Les psychologues de l'association intègrent plusieurs approches (psychothérapie intégrative).

2) Sophrologie : méthode psychocorporelle qui agit sur le corps et l'esprit pour développer la connaissance de soi-même, la sérénité et le mieux-être.

Du nouveau au Centre socioculturel Maurice Noguès

● Des projets pour combattre les inégalités qui progressent.

La fédération Léo Lagrange gère depuis onze ans le centre Maurice Noguès, qui offre au public des 14^e et 15^e arrondissements accueil, services à finalité sociale, animations d'éducation populaire et activités socioculturelles*. Son financement est garanti pour l'essentiel par la Direction de l'Action sociale pour l'Enfance et de la Santé, par la Caisse d'Allocations familiales et en complément, par l'État. Le local est loué à la Régie immobilière de la Ville de Paris.

La nouvelle directrice, Marion Michiardi, gère avec conviction, contre vents et marées, les offres de ce centre dans ce quartier Politique de la Ville, pendant cette période de triple crise : écologique, socio-économique et sanitaire, qui l'a parfois obligée à fermer ses portes. Cette structure témoigne d'un réel esprit d'ouverture à tout le monde, et d'une volonté de réduire les inégalités, en coordination avec l'association Florimont, et les deux centres Paris anim⁷ Marc Sangnier et Angel Para, et même avec la bibliothèque Aimé Césaire de la rue de Ridder.

Une mini-bibliothèque va voir le jour dans ce centre. Les travaux d'aménagement seront terminés avant la rentrée scolaire 2021-2022, avec une capacité de 300 livres et d'autres supports : romans, travaux manuels et numériques, BD, mangas et même livres pour l'apprentissage de la langue française (enfants et adultes). La bibliothèque Aimé Césaire est impliquée dans le choix des ouvrages.

Offre et fonctionnement pendant l'année

On trouve à Noguès des permanences sociales, des salles de réunion accueillantes pour les militants sociaux et d'éducation populaire du 14^e, dont l'Université populaire du 14^e. Mais sa mission concerne surtout l'aide indispensable aux familles pour les devoirs scolaires (sans obligation de résultat), le soutien psychologique des mineurs et de leur parentèle, si nécessaire. Pour les enfants inscrits à l'accompagnement à la scolarité (Contrat local d'accompagnement scolaire de 25 €), l'équipe éducative fait le lien avec les enseignants des écoles du quartier. L'adhésion globale (10 € par personne ou 15 € par famille) ouvre à la pratique d'activités périscolaires et de loisirs gratuits : initiation à la philosophie une fois par semaine, activités manuelles et exercices de prise de parole. L'association Les petits débrouillards offre ses ateliers d'initiation scientifique. Pour les enfants et ados de 6 ans à 17 ans, des sorties sportives et

Services sociaux offerts

- Apaso (Cf. ci-dessus, p. 2) ;
- Accès aux services publics : Point information médiation multi services ;
- Évaluation et orientation linguistique ;
- Surendettement : CRESUS Île de France ;
- Aide aux démarches administratives : Ma partition de vie (06 45 05 70 43) ;
- Médiation familiale, scolaire, de voisinage ... (01 42 23 13 43) ;
- Solidarités nouvelles face au chômage (sur RV ou le vendredi en accès libre 9h30-12h).

culturelles sont organisées toute l'année et l'été. Pour les jeunes de plus de seize ans, la formation Bafa d'animation de colonies de vacances continue d'être proposée. Parfois, certains d'entre eux s'engagent à leur tour, comme animateurs-moniteurs.

Été 2021 pour toutes les générations

En raison de la succession de confinements, depuis mi-mars 2020, les activités culturelles pour adultes n'ont pu être maintenues mais dès cet été, sous réserves des conditions sanitaires, divers ateliers culturels ouvriront. La solidarité intergénérationnelle se nourrit fort à propos de la non-discrimination par l'âge. Les activités socioculturelles pour enfants et jeunes ados recommenceront comme l'année dernière, de manière ludique et en chansons, y compris avec des ateliers des Jardins numériques, tous les jeudis de l'été, sur la place devant le centre comme en 2020. Des sorties d'une journée à la mer auront lieu, une en juillet et une en août, en Normandie, sous réserve d'inscriptions au bon moment.

Par ailleurs, en février 2021, l'association Les Parques a aidé ceux qui le souhaitaient à monter leurs projets dans le cadre du Budget par-



BRIGITTE SOLLIERS

ticipatif. En outre, un comité d'usagers propose des actions et services aux publics, en lien avec les professionnels de la structure et d'autres associations. N'hésitez pas à contacter ce comité d'usagers, si vous êtes intéressés.

BRIGITTE SOLLIERS

*1-7, av. de la Porte-de-Vanves, place Marthe Simard, 01 45 42 46 46
Facebook @CentreSocioculturelMauriceNoguès et cscmnoguès.
accueil@leolagrange.org

La Table des Matières

● Philippe Delbard a gagné son pari de faire vivre

En décembre 2016, notre journal recevait ses lecteurs pour un « pot » dans les locaux de la Table des Matières, 51, rue de l'Abbé-Carton, non loin de l'angle de la rue Didot. Ce café associatif et « ressourcerie culturelle » d'un nouveau genre avait ouvert deux mois plus tôt, au service de la création d'emploi et de l'accompagnement socioprofessionnel. L'association la Table des Matières finance désormais trois emplois ainsi qu'un service civique. Comment le lieu a-t-il évolué en cinq ans ?

Une librairie pour tous les publics

Si l'on compare la photo qui illustrait l'article de *La Page* (n°112) avec la réalité d'aujourd'hui, on constate que la boutique a pris beaucoup d'importance : le choix de produits culturels s'est fort étoffé, avec des livres à tous les prix et des rayonnages sur tous les murs. Plus de place pour les expositions ! On y trouve les rayons habituels d'une librairie classique (littérature, sciences humaines, arts et spectacles, polars, poésie...), avec des espaces jeunesse et BD très fréquentés, sans oublier un petit rayon de littérature en langues étrangères. Les chineurs et collectionneurs viennent régulièrement chercher la perle dans cette caverne d'Ali Baba dans laquelle de nombreux DVD (à partir de 1 €), vinyles (à partir de 2 €), jeux et instruments de musique

sont également proposés. La fréquentation croissante du lieu attire aujourd'hui tous les publics et toutes les catégories socioprofessionnelles. En outre, des partenariats sont noués avec des structures locales (création d'une bibliothèque pour une association hébergée par un centre social de la porte de Vanves, etc.).

Une logistique importante au quotidien

La quantité de livres issue de dons est de plus en plus importante ; la logistique, le tri et la tarification occupent donc une grande partie du temps de l'équipe de salariés, ainsi que les bénévoles et les stagiaires. Pour les dons importants, la Table des Matières peut se déplacer à domicile, en priorité dans le 14^e. L'association a noué des partenariats avec Emmaüs qui vient collecter périodiquement les objets et vêtements (au total une cinquantaine de tonnes par an !). Ce partenariat permet de favoriser l'économie circulaire, de rendre service aux habitants et d'écouler les dons qui ne sont pas conservés par la Table des Matières.

Accueil, animation et accompagnement

Dans cet espace à la fois boutique et lieu de vie, l'accueil est resté simple et sympathique. Pour faire vivre le lieu et en relation avec les

Visite à l'Ehpad Alice Prin

● Sur le site de l'ancien hôpital Broussais, un bel établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes a été créé en 2015.

Ehpad public (il y en a 16 à Paris et en banlieue) géré par les Comités d'aide sociale de la Ville de Paris, et présidé par la Maire de Paris, il a été baptisé Alice Prin en référence à Kiki de Montparnasse (1901-1953), modèle, muse et amante d'artistes célèbres, mais aussi chanteuse, danseuse et artiste elle-même.

Il compte 112 lits répartis en quatre secteurs d'hospitalisation. Son budget de fonctionnement est tripartite : l'hébergement est financé par les résidents et l'aide sociale, la dépendance par le Département, et les soins par l'Agence régionale de Santé. Ce qui frappe dès l'entrée, c'est la luminosité, le calme et le « feutré ». Ici, point de télévision qui hurle, mais dans le salon d'accueil, un concert de violon que suivent une dizaine de spectateurs attentifs. On sent très bien que c'est davantage un lieu de vie qu'un lieu de soin. L'accueil y est chaleureux. Les chambres, considérées comme le domicile, sont très spacieuses, lumineuses, bien aménagées et disposent d'une salle de bain parfaitement équipée en beaux matériaux. Elles sont actuellement occupées par 60% de femmes et 40% d'hommes.

Une vocation sociale manifeste.

Les résidents viennent de tout Paris et une place privilégiée est accordée aux personnes ayant vécu dans la précarité. Tout est mis en œuvre pour leur apporter la meilleure qualité de vie : pour cela ils disposent des services d'orthophonistes, de kinésithérapeutes, d'une psychomotricienne, d'une socio-esthéticienne, d'une coiffeuse et d'un service d'animation qui propose des activités chaque jour (cinéma, expositions temporaires, concerts, arts plastiques, jeux de société). Des associations du spectacle vivant proposent également des représentations. Une salle équipée d'un ordinateur permet aux usagers des balades sur internet. Les repas sont cuisinés sur place ce qui les rend infiniment meilleurs que ceux des restaurations collectives livrés par des sociétés extérieures. Un travail en collaboration avec le réseau Ensemble (1) permet d'assurer la prise en charge des soins palliatifs. Une équipe de bénévoles de l'association des Petits Frères des Pauvres visite les personnes hébergées et les accompagne dans les sorties.

Sur proposition du Conseil de la vie sociale (2) un jardin thérapeutique va voir le jour, dont le but est de développer ou entretenir les facultés cognitives, physiques et relationnelles des « jardiniers » volontaires.

La visite de préadmission du futur résident permet d'assurer une bonne intégration. L'entretien porte sur l'essentiel sur ses habitudes de vie et ses souhaits ; c'est aussi le moment où sont évoquées les directives anticipées et la personne de confiance (3). Ce moment-clé lui permet, ainsi qu'à sa famille, de poser toutes les questions de fonctionnement.

La traversée du confinement

Le directeur, Frédéric Rousseau, s'insurge contre l'idée véhiculée par les médias que les résidents auraient été totalement isolés lors du 1^{er} confinement. Il évoque le lien très fort qui les unit aux personnels de soin. « Même aux périodes où ils ne pouvaient quitter la chambre, ils ont bénéficié de l'attention toute particulière accordée par leurs soignants ». Bien sûr les visites habituelles leur ont manqué, mais c'était nécessaire pour limiter la propagation du virus. Une quarantaine de pensionnaires testés se sont révélés positifs, beaucoup sont restés asymptomatiques et le nombre de décès en 2020 était équivalent à celui des dernières années. À ce jour, 92% d'entre eux sont vaccinés.

Les effets du confinement n'ont pas montré de syndromes de glissement ou de dépression, mais un nombre plus important de chutes, dont quelques unes avec fractures, a été relevé car la sédentarité imposée est très préjudiciable sur la masse musculaire lorsque l'âge avance. Quelques comportements agressifs ont aussi été relevés. Lors de la première vague du covid, les admissions ont été interrompues durant neuf mois. En conséquence, les personnes admises ensuite sont arrivées avec un état de santé très dégradé.

a cinq ans

un lieu de vie culturelle de proximité.

habitants du quartier, des ateliers, clubs et événements sont organisés en soirée : théâtre, conversation anglaise, sophrologie, lecture, conférences, projections... L'accompagnement personnalisé d'un public en transition professionnelle ou en questionnement est toujours dispensé par une équipe de bénévoles expérimentés.

En cinq ans, la Table des Matières a bien évolué. Cependant, la crise sanitaire vécue depuis plus d'un an va obliger l'équipe à rebattre les cartes de son jeu. En effet, toutes les animations ont été suspendues et certains bénévoles ne reprendront pas leur activité ; c'est donc l'occasion de renouveler les événements en soirée et d'appeler de nouveaux bénévoles à rejoindre l'équipe. L'objectif demeure d'affirmer l'indépendance de la ressourcerie par l'augmentation des ventes* et de maintenir le lien avec les habitants du quartier, y compris des milieux populaires, qui ont pris l'habitude de fréquenter le lieu. L'avenir est précaire, mais c'est le lot de tous, et l'équipe de la Table des Matières reste confiante. Pour les soutenir, allez les voir, leur apporter des livres et aussi leur en acheter !

FRANÇOISE SALMON

*Même si l'association a besoin de la subvention annuelle de la mairie.



© CHANTAL BAUCHET

Et du côté des soignants ?

Véronique Fouquière, directrice des soins, évoque la période en 2020 où les tests étaient absents et le port du masque non recommandé. Malgré cela, et grâce à sa connaissance des transmissions virales, elle a revu toutes les procédures d'hygiène et de prévention et les gestes barrières renforcés ce qui a limité grandement les risques. Elle loue aussi la profonde solidarité qui s'est développée entre tous les professionnels. 46% des personnels sont vaccinés, ce qui est remarquable comparé aux chiffres habituels par exemple pour la vaccination antigrippale.

Les soignants ont adapté leurs pratiques de soin lors des confinements, privilégiant la qualité de l'attention portée aux résidents malgré les temps contraints. L'équipe soignante se compose d'une cadre supérieure de santé, d'une cadre infirmière, sept infirmières, des aides-soignants qu'elle reconnaît en nombre insuffisant, une psychologue pour les résidents et une autre à temps partiel pour le personnel. Un médecin coordinateur est présent à temps complet ; si les résidents le souhaitent, leur médecin traitant leur rend visite.

Rencontre avec une résidente

Madame Janine F., 91 ans, vit à Alice Prin depuis décembre 2020. Auparavant, elle habitait une résidence service de la Ville de Paris dans le 12^e. Elle n'a plus de famille, excepté une sœur de 88 ans en province, mais reçoit quelques visites, notamment d'anciens habitants de la résidence service. Elle dit se trouver bien dans l'Ehpad, qui lui organise des sorties pour faire quelques courses. Bien sûr rester confiné c'est dur !

Elle assiste assidûment aux concerts et pratique les arts plastiques. Autrefois elle travaillait à la Cité internationale des Arts. Après avoir fréquenté les plus grands théâtres, musées et opéras en divers points du globe, elle a beaucoup de plaisir à parler de Picasso, Miro, Debussy ou encore d'Ariane Mnouchkine dont elle n'a raté aucun spectacle. Elle a la philosophie de conclure « un temps pour tout ».

CHANTAL BAUCHET

1) Le réseau Ensemble est un réseau de santé sur Paris Sud au service des patients atteints d'une maladie grave et des professionnels qui les accompagnent (La Page n°126-127).

2) Le conseil de vie sociale est une instance élue par les résidents et les familles d'un établissement médico-social, comme les résidences autonomie et les Ehpad.

3) Les directives anticipées sont les volontés écrites sur les décisions médicales à prendre lors de la fin de vie. La personne de confiance en est garante en cas d'incapacité pour les exprimer.



© TABLE DES MATIÈRES

La Table des Matières, 51, rue de l'Abbé Carton. Ouvert du mardi au vendredi de 13h à 19h et le samedi de 14h à 19h.
www.latabledesmatieres.org - contact.latabledesmatieres@gmail.com

L'atelier-chocolat solidaire

● Nous connaissons Carine la chocolatière, installée aux Grands Voisins. Qu'est-elle devenue après la fermeture du site Saint-Vincent-de-Paul ?

La Page retrouve Mon jardin chocolaté par hasard, au 28, rue Raymond-Losserand. Un panneau posé au sol nous attire, pas de vitrine attrayante mais en arrière-plan des boîtes en carton, plutôt de petites dimensions, soigneusement rangées sur quelques étagères. Ici pas de fioritures, pas de couleurs vives, une harmonie entre le blanc des murs et le beige foncé du papier kraft qui symbolise le travail artisanal.

Carine, maître d'œuvre

Ingénieure informaticienne de formation, Carine s'investit dans une entreprise où elle assume d'importantes responsabilités pendant une dizaine d'années. Cette période la conduit au temps des questions, des incertitudes quant au champ de ses activités professionnelles. Après bilans de compétences et autres démarches d'orientation, elle décide d'une reconversion ; elle a besoin de solliciter ses doigts en complément de son imagination, elle choisit la chocolaterie. Six mois durant, elle retourne « à l'école » et obtient son CAP fin 2012. Un stage-ouvrier d'égalité durée chez un maître chocolatier complète sa formation, à ce jour elle en apprécie quotidiennement les pratiques et les conseils. En 2014, elle fait ses premières ventes depuis sa cuisine... Mon jardin chocolaté tout empreint de nature s'ouvre au public, les matières premières sont « bio » ; il est certifié et accompagné par Écocert.

En 2015, Carine réussit à obtenir quelques m² sur le site des Grands Voisins pour créer un modeste atelier ; de temps en temps, elle profite d'un petit coin à la Lingerie pour présenter et vendre ses gourmandises. Elle poursuit son chemin en agrandissant ses locaux et s'entoure de collaborateurs gérés par l'association Aurore (1).

En 2019, alors que les chantiers débutent sur le site de Saint-Vincent-de-Paul, la chocolatière doit quitter les Grands Voisins. Période difficile, il faut trouver un nouvel atelier. Après bien des démarches, son projet est validé par la Ville de Paris pour une location auprès des bailleurs sociaux des commerces en pied d'immeubles. Le local de la rue Raymond-Losserand (90 m²) est attribué à Mon jardin chocolaté. D'importants travaux d'aménagement, nécessitant un emprunt, se sont imposés avant de recevoir les clients en mars 2021.

Carine, manageuse mais chocolatière

Actuellement, Carine anime une équipe de six employés (2). Il faut y ajouter deux personnes très éloignées de l'emploi, sous contrat avec l'association Aurore qui les rémunère (3) pour une durée de six à neuf mois. Selon les cas et les besoins, certains de ces stagiaires peuvent se voir embaucher pour plus longtemps.

Tous les emballages, spécialement les boîtes astucieuses et originales pour la présentation des chocolats, sont assurés par des travailleurs handicapés, déficients auditifs graves, du foyer de l'Ésat Jean-Moulin (4). Les candidatures ne manquent pas, l'équipe de l'an prochain est déjà constituée.

Mon jardin chocolaté est une entreprise qui fonctionne bien, qui suit l'évolution du marché du chocolat en progression constante de 1% par an depuis 1930. Pour se fournir en cacao, Carine a choisi l'Équateur (pour le chocolat noir) et la République dominicaine (pour celui au lait), là où la culture s'organise dans le respect des travailleurs, des normes biologiques et du transport. Les fèves de cacao fermentées et séchées arrivent au Havre par bateau, puis sont acheminées vers Valenciennes pour être transformées en pastilles. Carine les reçoit par 700 kg (coût : 9 000 €) quatre à cinq fois par an. Elle crée ses collections à partir de ce chocolat dit de couverture qui, refroidi après léger chauffage entre 30 et 45°C, sera sculpté en tablette, grenouille, lapin ou support des diverses ganaches...

Dans sa boutique, Carine passionnée déclare : « Quand les yeux des gens pétillent devant une pâtisserie... je comprends qu'il y a un peu de bonheur ». Mais que dire quand elle les accompagne pour retrouver le chemin du travail !

JANINE THIBAUT

1) Aurore est une association nationale de lutte contre l'exclusion. Elle est organisée autour de trois missions : hébergement, soin et insertion.

2) 2 CDI, 1 CDD, 2 apprentis chocolatiers, 1 alternante en communication.

3) Rémunération remboursée par Mon jardin chocolaté.

4) Ésat : Établissement et Service d'Aide par le Travail, 40, avenue Jean-Moulin 75014.

Pour en savoir plus sur la production du chocolat, se reporter à *C'est pas sorcier, séquence Les secrets du chocolat*.

Place des Droits de l'Enfant

● Une démarche d'aménagement controversée au carrefour... de différentes conceptions de la démocratie participative.

Suite de la page 1

Malaise dans les conseils de quartier

Le projet n'est pas retenu en raison des dépenses de fonctionnement induites. Le 6 mai 2019, Anne Hidalgo et Célia Blauel (1) sont sur la place, où, du 17 au 30 juin 2019, l'agence État d'Esprit Stratis, mandatée par la mairie, conduit une démarche de «co-construction de l'aménagement et de l'animation». Et au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019, il est voté une subvention d'équipement de 196 000 € prise sur le Budget participatif «Paris aux piétons» (enveloppe pour tout Paris gérée directement par la Ville), au motif que les orientations des projets des Hyper Voisins pour la place sont «cohérentes avec de nombreux objectifs municipaux» (2), dont la résilience écologique. Le projet comporte la suppression de la circulation automobile vers la rue Sarrette. L'association deviendrait «co-maître d'ouvrage» avec la Ville de Paris et pourrait expérimenter son dispositif de «l'ami du quartier», un ingénieur social capable de «faire émerger des projets locaux mais aussi d'être un acteur positif entre l'habitant et les services de la ville».

Mais aucun des trois CdQ, Montsouris-Dareau, Jean-Moulin-Porte d'Orléans et Mouton-Duvernay,

concernés par cet espace public, n'a été consulté ni même informé officiellement. Pourtant, leur vocation même est de permettre aux citoyens «de participer à la préparation des décisions locales qui les concernent» et d'assurer le «suivi des projets retenus dans le cadre du Budget participatif parisien [...], quelle que soit l'origine de la proposition», selon la charte qui en régit l'activité.

Choc de cultures

Au gré de leur gouvernance (aujourd'hui collégiale), du soutien et des moyens qu'ils ont pu obtenir de la municipalité, les conseils de quartier ont porté des projets variés malgré le cadre contraignant, mais démocratique, de l'obligation de débats publics.

Patrick Bernard ne se positionne pas sur l'échiquier politique. C'est le champ de l'ingénierie sociale en milieu urbain qui l'intéresse. Ex-cadre du groupe de médias Ouest France, il se projette comme futur consultant. Il mène son collectif, efficacement, comme une start-up, avec un

souci certain de la notoriété. Sans doute joue-t-il dans «la cour des grands». Mais dans son quartier, sa démarche en circuit court pour faire adopter son projet ne fait pas l'unanimité. Et les esprits s'échauffent... Les riverains de la place souhaitent simplement conserver une certaine tranquillité. Nombre de conseillers de quartier, choqués, se sentent écartés et s'interrogent sur la stratégie municipale. Comment la mairie de Paris, qui encourage la réplique de la «recherche-action» de Patrick Bernard dans d'autres arrondissements, pense-t-elle

l'articulation des CdQ avec une délégation de service public à un collectif d'habitants, une «République des Hyper Voisins»?

FRANÇOISE COCHET

1) Adjointe à la Maire de Paris en charge de la Seine, de la Prospective Paris 2030 et de la Résilience.

2) Programme Paris en commun/Anne Hidalgo, Le nouvel urbanisme – les 10 prochaines années – Aménagement – 4 septembre 2019.



Les Hyper Voisins, une république de la proximité

● L'association se donne pour objectif d'«améliorer la convivialité et de renforcer le lien social sur un territoire» Entretien avec Patrick Bernard, son initiateur.

Compost au sud

La commission climat du conseil de quartier Didot-Plaisance-Porte de Vanves vient de monter son association pour proposer du compostage collectif. Installation envisagée d'un bac du côté de la rue Paturle et d'un second à proximité de la place Alice Guy. Pour recycler vos épluchures et autres déchets végétaux en produisant de l'engrais pour vos plantes et rencontrer des habitants de votre quartier, rejoignez la trentaine de ménages déjà inscrits. Auprès de mon arbre (cotisation 5 € annuel).

Pour en savoir plus : aupresdemonarbre@mail.fr ou Etienne au 06 87 91 43 13

Construction retardée

Au n° 49-51 de la rue Raymond-Losserand, l'étroite parcelle laissée libre après la destruction de l'hôtel doit être bientôt occupée par un foyer d'hébergement pour jeunes adultes artistes. Le porteur du projet est Elogie Siemp, bailleur social rattaché à la Ville de Paris. Des riverains du 126, rue du Château s'opposent depuis 2016 à ce projet de construction qui va fortement diminuer la luminosité actuelle de leurs appartements, mais leurs recours juridiques (jusqu'au Conseil d'État en 2019) ont été vains. Ils en appellent désormais à un soutien public de leur opposition. Une animation en pied d'immeuble a eu lieu le dimanche 9 mai, au cours de laquelle la maire d'arrondissement a promis une réunion entre les divers acteurs concernés (y compris la Ville de Paris).

● Je m'abonne à La Page

pour 4 numéros (1 an) 9 €

pour 8 numéros (2 ans) 16 €

étudiant, chômeur (sur justificatif) : 8 €

Je soutiens La Page en m'abonnant à 20 € ou plus (8 numéros).

Chèque à l'ordre de L'Équip'Page. Bulletin à découper ou recopier sur papier libre et à renvoyer par la poste à MVAC 14-22, rue Deparcieux, 75014 Paris.

Nom et Prénom
Adresse
Email ou téléphone
Date

La Page - L'association des Hyper Voisins affiche 800 adhérents?

Patrick Bernard - Non, elle en compte trois ! C'est le choix que nous avons fait dès le départ. Quand j'ai proposé à mes voisins de créer cette association j'ai annoncé que j'étais prêt à donner trois ans de ma vie, en tant que bénévole, pour faire aboutir un projet. Mais que je n'aurais pas beaucoup de temps à accorder à la gouvernance. Dans certaines associations, trop d'egos freinent les réalisations. C'est peu compatible avec la recherche d'efficacité, d'agilité et de rapidité d'exécution.

La Page - Comment avez-vous opéré?

Patrick Bernard - Quand je suis arrivé, on m'avait décrit ce quartier comme «la belle endormie du 14^e», c'est-à-dire vaguement résidentiel, pas vraiment dynamique, qui perdait peu à peu son caractère populaire. Notre projet de réunir au moins cinquante personnes paraissait alors bien ambitieux. Première réunion avril 2017 et dès septembre la première Table d'Aude a réuni plus de 700 convives dans la rue éponyme. Et les deux années suivantes : 1 000 convives sur 400 mètres; on y avait associé la rue des Artistes. Un sondage, qui a recueilli quelque 300 réponses, a révélé la participation de 60% d'habitants du quartier, 75% du 14^e et 25% d'ailleurs. Ces réussites ont été de vrais marqueurs pour nous. Sans ces succès, les Hyper Voisins n'auraient pas continué. On a donc enchaîné d'autres événements qui ont contribué à nous faire connaître, comme la Garden Coty – 2 000 personnes à Montsouris, avec beaucoup de trottinistes – les carnivals avec les écoles, les séances de cinéma dans les impasses...

La Page - Vous aviez donc atteint votre objectif?

Patrick Bernard - L'événementiel n'était pas notre véritable motivation. Le but est d'imaginer des outils pour créer de la convivialité, l'évaluer, et in fine, créer des villages. Car la ville tue le village qu'on a tous en nous. On a plus tendance à se méfier de son voisin qu'à l'accueillir à bras ouverts. Les gens qui arrivent de province perçoivent les Parisiens comme malaimables. Pour aller au-delà, il fallait inventer des dispositifs, mettre en place une ingénierie sociale : la panoplie d'outils qui permet de connecter les gens.

La Page - Ce concept est très proche du concept de ville du quart d'heure ?!

Patrick Bernard - Ça part de la même observation : le besoin de proximité. Les deux approches sont très complémentaires : celle, descendante, exprimée par la Maire de Paris, quand elle prône une ville qui optimiserait la mobilité de ses habitants à partir de leurs préoccupations quotidiennes, et celle, montante, qui consisterait à remailler la ville en territoires de vie beaucoup plus réduits, des villages à l'intérieur desquels il s'agirait d'encourager le citoyen à devenir acteur de son quotidien.

La santé au budget participatif 2021

Trois projets, actuellement en phase de co-construction puis d'éventuel regroupement sous un titre commun, ont été déposés dans le 14^e : outre celui des Hyper Voisins, déjà très élaboré, celui d'«une maison de santé dans chaque quartier» par l'association Ensemble pour le 14^e et un projet déposé par un particulier pour «une maison de soins pédiatriques». À la suite du vote des Parisiens à la mi-septembre, deux à cinq lauréats seront retenus par arrondissement selon leur démographie, avec une bonification pour les quartiers populaires, ainsi que deux projets pour «Tout Paris».

La Page - C'est ainsi qu'est apparue la République des Hyper Voisins. Une nouvelle institution politique ?

Patrick Bernard - La République des Hyper Voisins n'est pas marquée politiquement. On a essayé d'entraîner les habitants à ne pas rester des citoyens contempteurs de ce qui ne va pas mais à devenir acteurs de choses qui pourraient aller mieux. Sans l'écrire ni le dire, ça vient petit à petit. La règle est de s'interdire d'être négatif. Sur les réseaux sociaux, on a un groupe sur les bons plans, mais on partage les expériences positives, et les expériences négatives on les garde pour soi. Ce qui crée une atmosphère.

La Page - Votre quartier est pourtant bien équipé en petits commerces et services publics ?

Patrick Bernard - Beaucoup d'anciens commerces de proximité et de cafés sont devenus des bureaux, des services et des habitations. C'est regrettable car les commerces sont des agents puissants de la convivialité. Par exemple Nassim, l'épicier du quartier, connaissait tous les enfants de la rue. Tous les parents connaissaient Nassim, mais ils ne se connaissaient pas entre eux. Notre dispositif doit donc permettre que les gens se connaissent. C'est le rôle que je confie à l'Ami du quartier qui saisit toutes les opportunités pour tisser des liens, créer une dynamique. Cette dynamique a le don d'attirer spontanément tous les gens positifs. Et les idées fusent.

La Page - Les associations, animateurs et travailleurs sociaux jouent déjà les rôles de rassembleurs et dynamiseurs...

Patrick Bernard - Il ne faut pas confondre les fonctions : l'Ami du quartier n'est pas au service des habitants. C'est quelqu'un de bienveillant, qui n'a pas d'ego démesuré et qui se dédie un peu aux autres. Son rôle est de connecter les habitants. S'il devient un référent et porte-parole des habitants, on est dans la confusion et la dérive. Pour cette raison, il ne doit pas agir plus de trois années.

La Page - Combien de personnes s'engagent dans cette dynamique ?

Patrick Bernard - la création de la République des Hyper Voisins est un storytelling (raconter une histoire à des fins de communication. NDLR) : on a pris un plan, on a dessiné un rectangle qui couvre 53 rues, 70 hectares et 15 000 habitants. Sur les réseaux sociaux, on compte 1 500 participants sur facebook, et 40 groupes whatsapp sur autant de thèmes, végétalisation, zéro déchet... Ça draine de plus en plus de gens. L'enjeu maintenant est de dupliquer ce qu'on a fait ici. Notre expérience intéresse d'autres arrondissements. Il s'agira de déterminer des villages de 5 000 habitants, dans les 20^e, 15^e, 10^e, 17^e et 13^e arrondissements.

La Page - Vous préparez un nouveau dispositif pour le quartier ?

Patrick Bernard - C'est un autre projet qui nous tient actuellement à cœur : celui d'une maison de santé, dans l'environnement immédiat de la place des Droits de l'enfant, pour lequel nous avons déposé une proposition au budget participatif 2021. Il s'agirait de réunir des médecins généralistes, des infirmiers, kinés... ayant la capacité de traiter la bobologie pour désengorger les services d'urgence et dont l'action favoriserait la prévention, le dépistage... Cette structure originale serait de type coopératif, pour y associer les habitants comme acteurs de leur santé. Elle intégrerait dix cabinets et contribuerait ainsi, à l'échelle du quartier, à soulager les grands hôpitaux. Nous évaluons ce projet à hauteur de 500 000 €.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN GORIC'H

Une Oasis est apparue dans le 14^e

● Depuis le début de l'année scolaire, les élèves de l'école maternelle de la rue Jean-Dolent, située au nord-est du 14^e en face de la prison de la Santé, bénéficient d'une cour d'école « Oasis ».

Cette initiative s'inscrit dans une réflexion prospective de la ville de Paris appelée « stratégie de résilience » qui réfléchit aux adaptations à réaliser face aux changements climatiques attendus, notamment la hausse de température moyenne et l'augmentation du nombre de jours de canicule. Dans cette optique, les cours de récréation des écoles représentent une opportunité : ensemble, elles constituent à Paris 70 hectares et sont réparties de manière homogène dans la ville. Aujourd'hui quasiment toutes bitumées et donc imperméables, elles contribuent massivement à l'effet d'îlot de chaleur urbain.

Inspirée de nombreux exemples étrangers (Anvers, New York, Barcelone, Montréal) et français (Lille, Strasbourg), l'idée est donc de les transformer peu à peu en « oasis », c'est-à-dire en îlots de fraîcheur au cœur des quartiers, qui pourront devenir des « refuges » pour les personnes vulnérables durant les vagues de chaleur. Pour cela, les cours rénovées proposent ainsi des espaces plus naturels, davantage de végétation et une meilleure gestion de l'eau de pluie.

Comment cela a-t-il été mis en œuvre ?

L'école maternelle de la rue Jean-Dolent a fait partie des dix écoles choisies à Paris pour être pilotes dans cette transformation. Et cet ensemble de dix écoles a été lauréat d'un appel à projets de l'Union européenne intitulé « Actions urbaines innovantes » qui a financé l'opération à 80% et a permis un accompagnement important pédagogique et technique* ainsi qu'une évaluation scientifique.



© NICOLAS MANSIER

La démarche a commencé dès septembre-octobre 2019 en associant à la conception de la future cour (1 050 m²) des enfants de toutes les classes de la petite à la grande section. La directrice et deux architectes ont expliqué les enjeux du projet Oasis à un groupe « ambassadeur » de 30 enfants, puis les ont fait s'exprimer sur leurs ressentis de la cour avant transformation et leurs envies d'aménagement. Ces propositions ont fait l'objet d'une exposition dans le hall de l'école et d'une présentation aux parents d'élèves.

En parallèle, l'équipe pédagogique a été formée aux enjeux du changement climatique ainsi qu'aux modalités pratiques et aux facteurs de succès de ce type de projet de transformation. Ainsi, en novembre et décembre, la communauté éducative et les services techniques de la ville ont pu travailler à des scénarii d'aménagement à partir des idées des enfants du groupe « ambassadeur ».

Début 2020, le projet était ainsi prêt, les différents appels d'offre ont été lancés pour une réalisation des travaux qui ont eu lieu comme prévu en juillet et août 2020, malgré la crise sanitaire.

Concrètement, ça donne quoi ?

Le souhait partagé était d'étendre fortement les espaces plantés et de créer un cheminement dans la végétation, ponctué de cabanes, reliant divers environnements thématiques. Ainsi ont été imaginés un espace « forêt » avec des nouvelles plantes et arbustes très proches les uns des autres, recouvert de plantes rampantes qui supportent d'être piétinées, ou bien encore un espace « verger » développé autour d'arbres fruitiers existants. Plus loin, une zone « humide » a été créée avec un jardin de pluie. En recueillant les eaux de ruissellement, il permettra à des arbustes, des plantes moyennes et grimpantes et à un grand arbre de se développer.

Un tunnel végétal conduit à la zone du « potager », construite en gradins sur lesquels on peut s'asseoir. Le tout est complété de nouvelles structures de jeu de grimpe, de glisse et d'équilibre.

Enfin, dans une zone un peu à l'écart, a été réalisée la « jungle », une zone plus sauvage, à base de branchages, de troncs et de plantes qu'on laissera pousser librement.

Et ensuite ?

Comme toute expérience pilote ou toute expérimentation, des calages ont été réalisés les premiers mois après travaux, en améliorant certaines surfaces et en terminant les plantations.

Des évaluations devraient également suivre, puisque plusieurs équipes scientifiques ont été associées à la démarche, comme le Laboratoire Interdisciplinaire des énergies de demain

(LIED), rattaché à l'Université Paris VII Diderot, le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po (LIEPP) ou bien encore Météo-France qui a installé dans la cour une station météo.

Une nouvelle étape est franchie au premier trimestre 2021 avec l'ouverture chaque samedi de la cour à l'ensemble des habitants riverains, dans le cadre de la mise en place de la « Ville du quart d'heure », promise par la nouvelle équipe municipale issue des dernières élections.

La Page vous en dira plus quand nous aurons un peu plus de recul.

NICOLAS MANSIER

*Notamment par le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de Paris qui a par ailleurs développé deux sites d'information très précieux www.caue75.fr/ateliers-a-l-ecole/ateliers-cours-oasis/2019-2020-10-cours-oasis/ecole-maternelle-jean-dolent et <https://sites.google.com/caue75.fr/courseoisjeandolent/accueil>

Une autoroute transformée en coulée verte

Depuis mars 2021, à l'entrée du square Wyszynski, face à Notre-Dame-du-Travail, est apposée une plaque en mémoire de la lutte menée par des associations et des habitants du quartier, dans les années 1970, contre un projet d'autoroute à six voies : la radiale Vercingétorix. Cette plaque concrétise un vœu du conseil de quartier Pernety adopté en conseil d'arrondissement en juin 2019. L'idée : porter à la connaissance des jeunes générations l'histoire de ce lieu de promenade, de jeux et d'activités en plein air qui a failli devenir un aspirateur à voitures.

Cette bataille avait suscité un important débat sur le choix des modes de déplacement. Peu à peu a émergé l'idée qu'il fallait renoncer à adapter Paris à l'automobile. Il fallait, au contraire, privilégier les modes les mieux conçus pour la ville que sont la marche, le vélo et les transports en commun. Débat d'une brûlante actualité avec la multiplication des pistes cyclables, des zones 30 et « Paris Respire », des nouveaux sens interdits à la circulation générale...

Il est regrettable que le groupe d'experts de la Direction des affaires culturelles de la Ville de Paris en charge de la rédaction du texte ait commis une grossière erreur. En effet, il parle du « projet de voie express rive gauche et de son prolongement en banlieue sud vers l'autoroute A10 via la porte de Vanves... ». Or la voie express rive gauche va d'est en ouest alors que la radiale allait du sud au nord, l'une ne pouvant être le prolongement de l'autre. Dommage que les « sachants » n'aient pas pris la peine de parler avec ceux et celles qui ont vécu les événements et ont rédigé le vœu.

M.R.

Deux ouvrages ont évoqué l'action contre la radiale Vercingétorix Jean-Louis Robert, *Plaisance près Montparnasse : Quartier parisien, 1840-1985*, Publication de la Sorbonne, 2012.

Gérard Brunschwig, *Il était une fois dans (la rue de) l'Ouest*, éd. Pivoine, 2008.



© MURIEL ROCHUT

La ville du ¼ d'heure avance à tout petits pas

● La porte d'Orléans sera le terrain d'essais d'une nouvelle politique.

La ville du ¼ d'heure est, selon son concepteur – Carlos Moreno (1) –, celle de l'hyper-proximité où, en moins de 15 minutes, un habitant peut accéder à ses besoins essentiels de vie ; le chercheur précisant qu'il s'agit d'habiter, travailler, s'approvisionner, se soigner, s'éduquer et s'épanouir. La mobilité dans une telle ville n'est plus subie mais choisie. Il s'agit donc de repenser l'espace public. Comment cela se traduit-il dans notre arrondissement ?

Définir une politique

Depuis le début de la nouvelle mandature, avec Didier Antonelli, chargé de mettre en place cette politique de la ville du ¼ d'heure, l'équipe municipale a voulu donner une définition plus concrète du concept. Il s'agissait d'abord de « repenser l'espace public en s'appuyant sur le déjà bâti (habitat, écoles, centres sportifs, jardins...) et de revisiter les fonctions de ces constructions ». Cette réflexion doit être collective et prendre en compte les atouts, les défauts et l'avenir du quartier. Les grands objectifs sont « un espace public plus écologique et plus accessible et inclusif pour tous les habitants, qui favorise les mobilités douces ; des écoles et des rues aux écoles ouvertes sur le quartier ». Pour les atteindre, l'équipe veut « casser les codes des quartiers (riches/pauvres, frontières entre villes limitrophes), favoriser l'installation d'acteurs associatifs dans le quartier et créer des synergies entre acteurs et habitants, ce qui encourage la mixité et permet l'attachement et l'engagement des habitants dans leur quartier ». Enfin, il est question de « rêver à la ville de demain et à d'autres utilisations des espaces publics ».

Selon Didier Antonelli, tous ces critères sont nécessaires pour définir la ville du quart d'heure, car il s'agit pour lui d'une nouvelle philosophie de la vie urbaine qui favorise l'engagement citoyen. La mairie du 14^e a ensuite sélectionné un quartier comme socle vivant de cette politique : la porte d'Orléans. Il ne s'agit surtout pas d'un quartier aux limites administratives, puisque la porte en est le centre et que les limites changent selon que l'habitant prend le bus, le tram, sa bicyclette, ou marche vite

ou lentement ! C'est à chacun son quart d'heure, mais il est certain qu'il va falloir traiter avec les habitants et la municipalité de Montrouge...

Réfléchir avec des « penseurs de la ville » à l'échelle mondiale

Mais avant de rêver, comme nous y invitent nos édiles, la mairie a fait appel à l'intelligence collective. En effet, la porte d'Orléans est appelée à se transformer profondément dans les années à venir. Elle a un fort potentiel avec deux grands équipements sportifs et le jardin du Serment de Koufrah (en outre, le parc Montsouris est sans doute dans les limites pour les joggeurs), sans oublier le tram qui draine beaucoup de monde. Mais le périphérique est un point noir dont il faut aussi tenir compte.

La Ville de Paris a invité des groupes d'étudiants urbanistes pour un appel international à projets concernant 18 métropoles dans le monde. Nos élus municipaux travaillent donc désormais avec ces étudiants (2), leur précisant les caractéristiques du quartier, les souhaits et les besoins estimés par la mairie et les associations. En juin, un jury (où siègent entre autres Didier Antonelli, Carlos Moreno, les acteurs locaux, la Ville de Paris) doit sélectionner un ou plusieurs projets d'étudiants pour en faire la trame d'une politique destinée à être mise en œuvre sur toute la durée du mandat de la municipalité. Aucune enveloppe budgétaire n'est prévue a priori et cette « trame » forcément un peu théorique sera alors affinée avec les habitants et les représentants associatifs.

Quant à nous, simples citoyens, sachons être patients et préférons une politique bien pensée... Mais n'attendons surtout pas de miracles immédiats !

FRANÇOISE SALMON

- 1) Sur son blog moreno-web.net
- 2) Appel « Students Reinventing Cities ». Les métropoles qui ont lancé l'appel à projet appartiennent au réseau C40cities, qui s'est engagé à atteindre les objectifs les plus ambitieux de l'accord de Paris à l'échelon local. Plus de renseignements sur le site paris.fr

Point de vue d'une citoyenne

Faisons-nous vraiment la ville ensemble ?

- Attachés à leur territoire, les habitants du 14^e s'impliquent nombreux dans les démarches participatives. Mais l'accumulation des concertations les rend perplexes...

Si il y a bien une chose que le Covid n'a pas mise à l'arrêt, c'est la participation. Dans le 14^e et dans des délais extrêmement contraints (quatre à huit semaines pour la plupart), les concertations s'additionnent : Grands Voisins, Ateliers Gaité, Projet Maine/Montparnasse, budget participatif, Embellir Paris, concertation Brancusi, PLU... Le décalage est total. Cette année de pandémie qui a partout renforcé les questions de sens n'a pas interrompu la frénésie bâtisseuse du 14^e quand bien même un grand besoin de s'arrêter se fasse sentir. Besoin d'interroger les finalités réelles des projets qui nous sont soumis, de vérifier où va la ville... et nous avec elle. Car le risque est grand que la mobilisation citoyenne s'épuise, si ces questions de fond ne trouvent aucun lieu pour s'exprimer et que le cumul des participations rend le projet global de plus en plus illisible.

Quel rôle de la parole citoyenne, et pour quel impact ?

À quoi sert la parole des habitants ? Que feront nos édiles et autres décideurs de cet empilage de paroles déposées sur des plates-formes, recueillies de façon très outillée par des cabinets conseil et autres outils participatifs ? La participation peut-elle réellement servir à « imaginer » et « embellir » le territoire du 14^e quand les orientations sont définies à un niveau qui dépasse de loin celui des quartiers et peut-être même celui de Paris ? Quand les décisions d'avenir appartiennent à Paris Métropole, peut-on encore dire que l'on tient compte du point de vue des habitants ? Le niveau « méta » de la ville, celui où s'interpénètrent les questions économiques, sociétales, environnementales, échappe aux habitants... pourtant concernés au premier chef !

Redéfinir le cadre et les règles du jeu de la participation

S'est-on assez posé la question de ce que l'on attendait des concertations ? Quelle mémoire gardons-nous de ces débats citoyens, déambulations, ateliers participatifs et autre Débat national ? Faute d'être associés très tôt dans les projets (quand les options sont encore ouvertes), les habitants du 14^e peinent à se faire entendre et les espaces, démarches et outils de dialogue qui leur sont proposés ne sont ni pensés ni équipés pour mettre en partage la stratégie globale. Sommés de réfléchir dans des cadres contraints (ceux des projets qui leur arrivent déjà ficelés), ils ne se prononcent jamais sur le fond (le pourquoi ?) et leur expression se cantonne sur le choix des modalités d'action (le comment). Ce faisant, ils assurent à la Mairie un niveau minimum d'accep-

tabilité pour des projets d'ores et déjà engagés. Ainsi, et comme pour le secteur associatif qui œuvre beaucoup pour la résilience urbaine, la participation des habitants ne permet pas d'influer sur les options majeures des décideurs (collectivité et opérateurs privés) qui organisent le territoire de demain. À quoi servons-nous ? Voilà peut-être un sujet de réflexion pour l'Observatoire de la démocratie évoqué par E. de Faramond dans le dernier numéro de *La Page*...

Aménager ou faire la ville ?

Si une vision totale, unifiée du 14^e est encore aux mains des habitants, pourquoi ne pas les associer plus en amont ? Après tout, ce sont eux qui font le territoire et, bien qu'ouverts aux évolutions de la cité moderne, à son progrès, ils s'inquiètent de voir émerger une ville qui ne se ressemble plus. L'emprise commerciale et aménageuse prend le pas dans tous les projets et cible avant tout des touristes et consommateurs de passage alors que Paris peine à retenir ses habitants. Il semble urgent que des préoccupations résolument plus humaines se fassent entendre. Celles qui font la qualité du vivre ensemble, respectueuses du patrimoine humain et culturel dont le 14^e peut s'enorgueillir et qui sont évacuées de la plupart des projets urbanistiques (exemple du futur Montparnasse où la gigantesque maîtrise d'ouvrage privée se soucie peu de développer ces aspects essentiels pour la cohésion sociale et le développement pérenne du quartier).

Si les habitants du 14^e sont enthousiastes, ils ont, faute d'un travail préalable de réflexion, et de recherche de consensus, beaucoup de mal à s'approprier les concepts et objectifs des projets qui leur sont soumis. Dans la démarche Embellir est ainsi désigné un quartier dit du Grand Montparnasse (c'est quoi ? c'est où ? ça existe depuis quand ?) ; la démarche assigne par ailleurs des vocations spécifiques à chaque secteur (commerçant et chaland pour Edgar-Quinet ; vert, convivial et participatif pour Losserand et Mouton-Duvernet) et exclut le sud 14^e du champ de réflexion... Qui a décidé de tout cela et nous, riverains et habitants, sommes-nous d'accord avec ces choix ?

Avons-nous le droit de ne pas partager ces visions de la ville à partir desquelles il nous est demandé de nous exprimer ? Si oui, où pouvons-nous faire part d'autres options qui penseraient plus global, plus humain, plus... vivant ? Pour le moment les instances de dialogue et de participation ne le permettent pas.

PATRICIA BAY

Généralisation des 30 km/h

- Coup de frein dans l'arrondissement avec la généralisation des zones trente.

59 % des Parisiens sont favorables à la réduction de la vitesse à 30 km/h dans les rues de la capitale, à condition que certains axes restent à 50 km/h. Telle est la réponse à la consultation menée par l'Hôtel de ville à l'automne 2020 concernant la généralisation des rues à 30 km/h. Dans le 14^e, le coup d'envoi est donné dans les rues du Conseil de quartier Didot/Porte-de-Vanves et couvrira l'arrondissement d'ici la fin de l'année. En effet, depuis mi-mars, les services voirie sont à l'œuvre pour matérialiser ces nouvelles zones trente. « Avec cette généralisation – 60% de la capitale est déjà couvert – il s'agit d'encourager l'utilisation des modes de déplacements actifs tels que le vélo ou la marche et de légaliser des pratiques existantes », explique Guillaume Durand, adjoint à la maire du 14^e en charge notamment de la transformation de la voirie.

Une consultation confidentielle

Si certains habitants ne sont pas défavorables à cette mesure, ils regrettent le manque de concertation (différente d'une simple consultation) de la mairie du 14^e. « Cette consultation menée par la mairie de Paris est restée confidentielle », déplore Renaud, habitant du quartier. En effet, seulement 5736 participants ont répondu à la consultation, dont 63% de Parisiens. Cela ramène à 3313 le nombre de personnes réellement concernées par le sujet. Quelle est donc la légitimité d'une consultation avec si peu de réponses ? Jean-François, habitant aussi le quartier, déplore l'absence d'arguments chiffrés pour justifier ce projet. « Il paraît que la limitation à 30 km/h réduit considérablement le nombre d'accidents et leur gravité. Peut-être, mais sur quelles études, sur quelles statistiques repose cette affirmation ? Il en est de même quant à la réduction de la pollution de l'air comme sonore. Certaines rues ciblées « sont des rues avec un trafic automobile faible, quelle va donc être la plus-value d'une mise en zone trente », s'étonne Renaud. La Fédération nationale des usagers des transports Île-de-France avait préconisé de mener « une réflexion tenant compte des conditions locales et des contraintes inhérentes à une ville ancienne à la voirie complexe avec des usages diversifiés ». Une concertation sérieuse et préalable aurait peut-être permis cette réflexion.

Cette mise en zone trente va favoriser les cyclistes car cela va légaliser la pratique du double-sens cyclable qui existait de fait aux risques et périls des cyclistes et des piétons. « La signalétique se traduira par des panneaux à la sortie du périphérique mais la majorité des travaux consistera en la mise en place de marquage au sol pour les aménagements cyclables (logos vélos, chevrons, etc.) sur la chaussée ainsi que la création de zones vélos », continue Guillaume Durand.

Le projet de la Ville de Paris s'inscrit dans un schéma de transition énergétique et plusieurs villes ont déjà fait ce choix. Parmi elles, on compte Grenoble et Nantes, Toulouse y réfléchit. En Europe, Madrid, Barcelone, Bruxelles, Amsterdam, Copenhague et Zurich ont franchi le pas. Dommage qu'à Paris la concertation n'ait pas été à la hauteur de l'enjeu.

MURIEL ROCHUT

Rencontre avec Astrid Tulippe, responsable des Restos du cœur

Dans son n°130, *La Page* se faisait l'écho de la solidarité du Conseil citoyen 14 envers les Restos du cœur. Nous avons voulu en savoir plus sur leur fonctionnement.

La Page - De quand date l'ouverture de ce centre ? Vous y êtes depuis quand ?

Astrid Tulippe - Autrefois nous étions logés dans un hangar, puis ce bâtiment a été construit. Pendant les travaux, l'antenne a déménagé rue de Gergovie et nous avons intégré des locaux neufs depuis trois ans. Personnellement, je suis bénévole depuis 21 ans et responsable du centre depuis huit ans.

La Page - Combien y a-t-il de bénévoles dans votre centre ?

Astrid Tulippe - 65 et nous formons une bonne équipe animée de valeurs communes. Leur disponibilité est variable, certains un ou deux jours par semaine, d'autres tous les jours. Ils participent aussi activement aux deux journées nationales de collecte les cinq et six mars chaque année. Deux bénévoles ont été malades

du covid 19 mais comme c'était dans un intervalle de congé et qu'ils étaient absents à cette période, le centre a pu continuer à fonctionner, sinon nous aurions dû appliquer une quarantaine aux autres bénévoles.

La Page - Quelle est l'organisation des Restos du cœur ?

Astrid Tulippe - Tous les centres dépendent de l'association nationale (AN) dont le siège est rue de Clichy à Paris. Chaque département dispose d'une antenne de distribution. Paris en comprend sept gérées par un service général situé cité d'Hauteville dans le 10^e arrondissement. Celui-ci répartit les denrées alimentaires en fonction du nombre de bénéficiaires de chaque centre.

Les restos sont ouverts toute l'année de 9h à 12h sauf en juillet-août. En principe, trois distributions ont lieu chaque semaine, sauf l'hiver qui compte un jour supplémentaire.

Nous assurons une permanence juridique un mercredi tous les quinze jours avec deux avocats du Barreau de Paris. Notre centre ainsi que celui de la Villette vont organiser des cours d'alphabétisation dès que cela sera possible.

La Page - Quelle est la provenance des produits alimentaires ?

Astrid Tulippe - L'approvisionnement en denrées alimentaires est négocié au niveau de l'AN par le biais d'une centrale d'achats. Elles sont ensuite redistribuées en fonction des capacités d'accueil et des besoins des centres. Le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) apporte un soutien considérable, notamment en produits frais. Nous sommes livrés directement par Rungis. Deux magasins Monoprix du 14^e nous soutiennent avec des produits du jour.

La Page - Combien avez-vous de bénéficiaires ?

Astrid Tulippe - 615 familles des 13^e et 14^e sont inscrites mais nous en avons reçu jusqu'à 900. Elles sont en général adressées par les services sociaux sur conditions de revenus mais le « ouï-dire » fonctionne également. Si la personne qui se présente ne dispose pas de justificatif, nous l'acceptons quand même. De toutes façons, quelqu'un qui frappe à la porte est accueilli et reçoit de



© CHANTAL BAUCHET

la nourriture. Nous l'adressons ensuite aux services sociaux pour régulariser sa situation. Parfois les demandeurs sont orientés vers les camions de distribution. Lors du premier confinement, nous avons nourri 1 200 familles sans justificatifs.

La Page - La pandémie de covid a-t-elle modifié le profil des bénéficiaires ?

Astrid Tulippe - Nous avons reçu beaucoup de travailleurs au chômage partiel venant notamment de la restauration. Des familles nouvelles se sont installées, d'autres sont adressées par les centres d'hébergement d'urgence. Nous avons accueilli quelques étudiants mais la plupart bénéficient de la distribution mise en place à la Cité universitaire.

La Page - Si vous aviez un message à faire passer ?

Astrid Tulippe - Ce serait forcément celui d'une société meilleure, mais ça n'en prend pas le chemin.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHANTAL BAUCHET

Restos du cœur : 20, rue Julia Bartet

● Votre journal de quartier

Journal farouchement indépendant et sans subventions, La Page est publiée depuis 1988 par l'association de bénévoles L'Équip'Page.

Outre ceux qui ont signé dans ce numéro articles et photos, il y a des contributeurs invisibles, qui travaillent pour le site, qui cherchent l'information, ou qui corrigent.

En ce moment, l'Équip'Page recherche

- des vendeurs occasionnels pour accompagner des membres de l'équipe sur les marchés du 14^e et vendre à la criée. Une expérience qui soigne la timidité !
- des responsables de dépôts : il s'agit de veiller à l'approvisionnement d'un lieu de vente de son quartier ;
- des correspondants dans les différents quartiers de l'arrondissement pour relayer des informations émanant des réunions publiques et/ou concernant des initiatives de toutes sortes.

Maquette : Carlos Sanchez Robredo

www.lapage14.info fr.facebook.com/lapage14 twitter.com/LaPage14

Entre deux numéros, des événements en cours sont sur www.lapage14.info

Le cinéma pour penser demain

Paris 14 territoire du cinéma tiendra, la 4^e édition de son festival du 1^{er} au 13 octobre 2021. Cette association née en 2016 regroupe cinq Ciné-clubs de l'arrondissement : ArtMélé, Le Ciné! 32, Ciné quartier Denfert, le Ciné-club de la Poste et d'Orange et le Ciné-club Pernety. Son action principale est de les coordonner, et, chaque année, de proposer aux habitants un Festival. Après plus d'une année de crise sanitaire, les organisateurs ont voulu donner à réfléchir sur notre devenir et montrer la force du cinéma dans nos vies. Un choix de films très diversifié aussi bien dans les genres (comédie, science fiction, dystopie ou documentaire) que dans les dates de réalisation (de 1938 à 2018) compose une programmation pour tous publics.

L'ouverture du festival se fera le vendredi 1^{er} octobre à 16h à la Maison de la vie associative et citoyenne.

Le 32! Ciné présentera une rareté en pleine actualité, *La peste blanche*, un film tchèque de Hugo Haas datant de 1938. Un terrible dictateur attrape la peste blanche, une maladie contre laquelle un seul médecin possède le remède pouvant amener à la guérison. Cependant, comme il ne veut livrer son secret qu'en échange de la paix, le dictateur accède à sa demande et le fait venir chez lui. Au programme aussi, un film d'anticipation dystopique de François Truffaut, *Fahrenheit 451* réalisé en 1966, d'après le roman éponyme de Ray Bradbury.

Le Club des Cinéphiles de la Poste et d'Orange présentera trois films : *La crise* de Coline Serreau, 1992. Une réflexion sur les bouleversements d'une vie et le pouvoir des rencontres. La réalisatrice viendra présenter son film en voisine, elle est née et habite le 14^e. *Demain*, un documentaire de Cyril Dion et Mélanie Laurent, réalisé en 2015, montre qu'il existe des solutions pour un monde socialement et écologiquement meilleur. *Woman at war*, un thriller utopique islandais de B. Erlingsson, 2018. Un récit qui révèle les forces intérieures des individus.

Le Ciné quartier Mouton-Duvernet a choisi deux comédies. Un film de Jacques Demy de 1974, peu connu, *L'événement le plus important depuis que l'homme a marché sur la lune* dans lequel Marcello Mastroianni attend un enfant et *La folle histoire de l'espace* d'un cinéaste un peu oublié aujourd'hui, Mel Brooks, 1987, film d'anticipation parodique.

Le Ciné-Club Pernety a choisi deux films d'anticipation très différents. *Alphaville*, de Jean Luc Godard, 1965 avec le célèbre agent secret Lemmy Caution interprété par Eddie Constantine et *Soleil vert* de Richard Fleischer, 1974 qui traite d'un sujet peu abordé au cinéma, le risque d'explosion démographique et de dérives éthiques qui en découlent. Pour beaucoup d'amateurs d'anticipation c'est un film «culte».

Enfin ArtMélé présentera un classique, *Brazil* de Terry Gilliam, 1985, dans un monde orwellien le réalisateur des *Monty Python* nous amène dans un délire onirique.

La clôture du festival aura lieu vendredi 13 octobre à 22h à l'Entrepôt.

Le programme définitif du festival avec lieux et horaires sera publié sur les sites de La Page <http://www.lapage14.info>, de Paris 14 territoire du cinéma <https://www.paris14cinema.fr> et celui de la Mairie du 14^e <https://mairie14.paris.fr>, partenaire depuis quatre années du Festival.

ARNAUD BOLAND

Plaque martyre

À son débouché sur le boulevard Arago, la rue du Faubourg-Saint-Jacques garde encore une plaque bleue toute criblée de balles. À l'écart, un marbre honore la mémoire du sous-lieutenant FFI Jean Biguet, tombé là derrière la grille du jardin de l'Observatoire le 24 août 1944, veille de la libération de Paris. Il avait 35 ans. Nulle barricade : embusqués dans les taillis, quelques FFI avaient mission de tirer sur les véhicules allemands battant en retraite en ordre dispersé. Il fallait harceler l'occupant, le démoraliser, le priver de ses derniers moyens de nuire. Il était 17 heures. À voir les impacts de balles, une voiture de liaison allemande arriva à vive allure, venant de bien plus loin que de la prison de la Santé déjà évacuée, pour foncer vers le centre de Paris, peut-être à l'hôtel Meurice, quartier général de von Choltitz. Simple escarmouche, qui se solda par une foudroyante rafale de mitraillette, toujours lisible sur la vieille plaque émaillée. Le soir même, une colonne avancée de la 2^e DB entra dans la capitale par la porte d'Italie. En insécurisant et en précipitant l'évacuation de Paris par les nazis, les FFI avaient, au prix de leur vie, sauvé la capitale de la destruction promise par Hitler. Jean Biguet figure parmi nos 32 Héros des Barricades honorés dans le hall de la mairie d'arrondissement.



© ALAIN GORIC-H

JEAN-LOUIS BOURGEON

Ce que je sais... c'est vous, c'est nous et tous les autres qui croyons savoir et voulons en savoir, plus, entrant directement au cœur de l'enquête d'un inspecteur fortement intrigué par la disparition non élucidée d'une femme, mariée, mère de deux enfants, à l'existence lisse et bien organisée.

Vingt-neuf chapitres, vingt-neuf portraits différents de la disparue par vingt-neuf personnes interrogées. On ne comprend les questions de cet enquêteur tenace que par les réponses spontanées, cyniques, amusées, naïves ou virulentes de la famille, enfants, mari, amis, commerçants, collègues enseignants, élèves. Ils sont les seuls à prendre la parole, et l'on devine rapidement leurs identités à la lecture des courts chapitres (2 à 3 pages). Le style est léger, envolé, ce sont des bribes de conversations autour d'un fait divers. Ils rappellent ces autres formes d'écriture, chères à Béatrice, le scénario, et la nouvelle avec ces récits de vie banale, basculant dans l'insolite, l'inattendu, ainsi *L'homme-horloge*, autour de la notion du temps.

Comme chacun des protagonistes, la disparue a juste une profession, mais aucune identité, sinon un pronom personnel, elle, aucun descriptif physique, aucun visage, aucune voix, et, selon les dires contradictoires, elle est une femme sage, douce, élégante, organisée, autoritaire, bizarre, suicidaire, espionne, allumeuse, séductrice, destructrice ou encore belle et intelligente avec un beau sourire, un rappel des héroïnes de contes moyenâgeux? A-t-elle été enlevée, est-elle morte assassinée? Ce serait trop beau! glisse sa sœur. S'est-elle suicidée ou est-elle simplement en fuite? Tant de mystères l'entourent, pourquoi a-t-elle brusquement cessé de suivre ses cours de peinture, renonçant

Béatrice Hammer, Ce que je sais d'elle



ainsi à la vocation artistique à laquelle elle aspirait? N'a-t-elle pas avoué un jour avoir peur? Pourquoi disparaît-elle parfois durant quelques heures?

Elle, point central du roman, est à la fois absence et présence, ses personnalités sont aussi diverses que celles de chacun, les gentils, les méchants, les défaitistes il n'y a rien à expliquer; c'est le hasard, la mauvaise chance, on ne peut rien y faire, les admiratifs, les jaloux, les frustrés. Et que penser du mari? Parfois décrit comme un être falot, abandonné, trompé, une mère sent ces choses-là, depuis qu'il la connaît, mon fils est comme éteint, parfois comme un homme solide, consistant, fiable il s'en sort bien malgré le drame, s'occupant à merveille des enfants? Ah, la fragilité du témoignage humain!

L'auteure nous convie ainsi à notre propre quête d'identité conjugée à celle de l'autre, si proche et pourtant encore si inaccessible. Parler d'elle, de la disparue, c'est aussi parler d'eux-mêmes, ces envieux qui aimeraient tant

disparaître à leur tour... et c'est également pour eux et leur rêve invoqué ou avorté que Béatrice Hammer a écrit cet ouvrage étrange qui ne peut laisser indifférent.

Elle avait déjà séduit les lecteurs avec *Une baignoire de sang* et *Cannibale blues*, présentés avec son parcours dans *La Page* (126-127 et 128). Aussi, nous attendons avec impatience la sortie en automne de son prochain ouvrage, une comédie sur le monde de l'entreprise, *Les Contes de Green*, toujours aux éditions d'Avallon.

MARIE-LIZE GALL

Ce que je sais d'elle, Les éditions d'Avallon, 2021, 134 p., 12 €.

La Tunisie du XXI^e siècle s'illustre à la Cité universitaire

● Art abstrait et confort pour 200 chambres d'étudiants.

Surplombant le périphérique d'où environ 1,2 million d'automobilistes l'admirent chaque jour depuis fin 2020, un bâtiment exceptionnel s'élève au fond du parc de la Cité internationale universitaire de Paris, 45, boulevard Jourdan. C'est le nouveau pavillon Habib Bourguiba, flambant neuf, qui incarne la Tunisie moderne, pays jeune, dynamique et ouvert. Cet édifice, en forme du symbole de l'infini, un huit couché, est de plus en plus souvent contemplé du côté parc, à la faveur du printemps 2021. Cet exploit architectural et artistique a été réalisé par un groupement d'architectes tunisio-français, Exploration Architecture et Lamine Ben Hibet, avec en soutien artistique la galerie Itinérance. La forme extérieure et intérieure du bâtiment surprend par son déni de toute rigidité : le bâti ondulerait, paraît-il, pour pallier les contraintes d'un site parisien exposé à la vue, au bruit et aux éléments naturels (orientation plein sud). Cela offre des points de vue uniques à chaque chambre. La façade ajourée autorise une véritable intimité, y compris côté périphérique. Elle est tapissée d'une myriade de lettres de langue arabe, plus ou moins stylisées, en plaques d'aluminium ajourées au laser, façon moucharabieh : un mariage des cultures modernes et traditionnelles. Le designer Wissem Soussi a conçu la double paroi en aluminium qui enveloppe l'intégralité du bâtiment et l'artiste calligraphe tunisien Shoof a dessiné le lettrage (sans message textuel).

67 ans après...

Sur le plan pratique, La Tunisie, qui dispose déjà d'une maison édifée en 1953 par l'architecte Jean Sebag, double ainsi sa capacité d'hébergement en 2020. Cette nouvelle résidence étudiante de 6 300 m², qui regroupe 200 chambres et un auditorium de 250 places ouvert au public, est évidemment aux normes pour personnes handicapées, contrairement à l'ancien pavillon. Les chambres bénéficient d'une fenêtre panoramique. Elles sont aménagées

avec des meubles en bois, sur mesures et adaptés aux formes courbes (douche, penderie). Le bureau vient s'adosser à la façade et se prolonge en banquette, puis en lit. La construction du pavillon Habib Bourguiba (montant des travaux de 16,6 M € HT) s'inscrit dans le cadre du projet de développement de la Cité internationale Cité 2025 (1).

Habib Bourguiba, le retour

Enfin, le buste de la statue du président Habib Bourguiba (1903-2000) accueille le visiteur dès le lumineux hall d'accueil-atrium prolongé par un salon de thé en terrasse, ouvert au public. Habib Bourguiba a résidé dans cette cité lors de ses études de droit et de sciences politiques – diplômes obtenus en 1927. Puis il est retourné à Tunis pour exercer sa profession d'avocat et écrire dans des journaux nationalistes. Outre la prouesse principale et historique de cet homme politique, rendre à son pays la liberté et l'indépendance, il est à noter que sous sa présidence de 1956 à 1987, le pouvoir des chefs religieux a été plutôt réduit. Le père de l'indépendance tunisienne en 1956 est une figure honnie des milieux islamistes refusant la séparation du religieux et de l'État. Bourguiba a fait de la Tunisie un État laïc. Les femmes y ont accédé à un statut inconnu dans le monde arabe, et pour l'époque, dépassant même parfois celui des Françaises (2). La polygamie était interdite, le divorce autorisé et l'avortement légalisé. Gisèle Halimi (1927-2020), brillante avocate militante à plus d'un titre, ne venait pas de nulle part... Hommage lui a été rendu au nouveau pavillon à l'automne 2020, au cours d'une soirée.

BRIGITTE SOLLIERS

1) D'ici 2025, la Cité internationale sera dotée de dix nouvelles maisons et de 1 800 nouveaux logements, s'ajoutant aux 6 000 existants; elle modernisera ses infrastructures et ses services.

2) Cf. *Voix d'Afrique*, n°105.



© BRIGITTE SOLLIERS

150 ans de la Commune de Paris – 1871

● Entretien avec Laure Godineau et Jean-Louis Robert, historiens, Quartorziens et spécialistes de la Commune.

La Page - Comment expliquer la Commune de Paris à des trentenaires d'aujourd'hui ?

Laure Godineau - C'est une insurrection qui se situe dans l'après-guerre avec la Prusse et le siège de Paris entre septembre 1870 et janvier 1871. Si ces événements en sont le catalyseur, il y avait un mouvement de fond bien antérieur aux conditions créées par la guerre. La Commune est une insurrection d'ouvriers pour beaucoup de petits ateliers. Ce sont aussi des artisans, des petits patrons, des employés et des fonctionnaires, etc. Ce mouvement correspond à un espoir de mettre en place une République démocratique et sociale. Entre le 18 mars et le 28 mai 1871, Paris a connu un gouvernement révolutionnaire. Il a également existé des mouvements communalistes en province, mais ils ont été très vite réprimés.

Jean-Louis Robert - Les trentenaires du 14^e doivent s'imaginer l'arrondissement d'alors. Avec ses 1,8 millions d'habitants, Paris vient d'absorber la quasi-totalité de sa banlieue. Au moment de la Commune, le 14^e n'a que dix ans. Tout ce qui est au sud de la rue d'Alésia – à peine achevée en 1870 – est quasi la campagne. Très peu peuplé, il voit arriver de nouveaux habitants notamment dans les quartiers populaires comme Plaisance.

Laure Godineau - Cette arrivée est liée, en partie, à l'«haussmannisation» de Paris à partir des années 1860. C'est le moment où l'on perce les grandes artères, où l'on transforme un certain nombre de quartiers, dont ceux du centre. Les loyers devenant trop chers, une partie des habitants se rabattent dans les nouveaux arrondissements.

Jean-Louis Robert - La Commune va avoir un aspect de réappropriation du centre de Paris par la périphérie.

La Page -Vous avez parlé de mouvements communalistes. Qu'est-ce qu'un mouvement communaliste ?

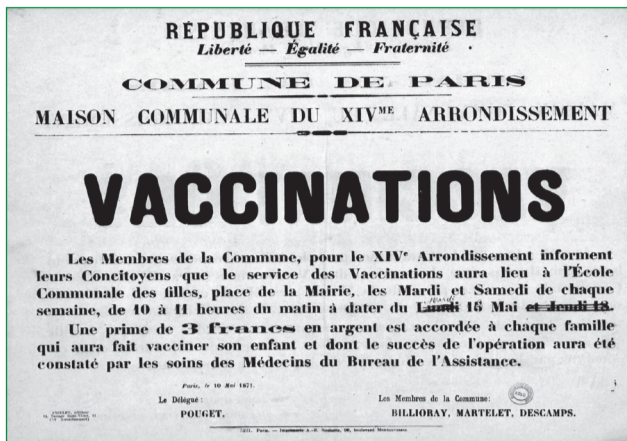
Laure Godineau - Cela correspond à la volonté de fonder une République conçue comme une fédération de Communes, administrées de manière démocratique, et réalisant une transformation politique et sociale. Paris est l'emblème de ce mouvement mais les historiennes et historiens s'intéressent aux mouvements communalistes qui ont existé ailleurs, notamment à Lyon et Marseille.

Jean-Louis Robert - Avant le 18 mars, il y a eu l'Affiche Rouge* qui se termine par «Place au peuple, place à la Commune». C'est-à-dire place à la souveraineté communale par rapport à l'État. La commune doit être une échelle essentielle de cette démocratie.

La Page -La Commune dans le 14^e arrondissement ?

Jean-Louis Robert - Le 14^e a été l'un des arrondissements les plus impliqués dans l'action anticléricale. Il a été l'un des premiers à laïciser les écoles tenues par des religieuses. Des interventions plutôt énergiques ont eu lieu pour exiger le départ immédiat du personnel en place. Dès le 31 mars, le curé de Notre-Dame de Plaisance (église ayant précédé Notre-Dame-du-Travail) a été arrêté. Les églises – celle de Saint-Pierre de Montrouge par exemple – ont été souvent le lieu des réunions des clubs et des assemblées.

L'autre particularité est l'action moralisatrice des élus communalistes. À cette époque, près de l'ancienne barrière de l'octroi, il y avait de nombreux cafés-concerts et lieux de plaisir. Les élus ont donc décidé d'interdire les jeux, l'ivresse et la prostitution de rue, etc. Enfin, la participation des artistes à ce mouvement est propre à l'arrondissement. En effet, sur les trois élus de la Commune, deux sont peintres (Martelet et Billioray) et



le troisième (Descamps) est un artisan d'art. Le colonel élu de la XIV^e légion de la garde est un artiste peintre de 21 ans, Lucien Henry qui, après sa déportation en Nouvelle-Calédonie, fera une belle carrière en Australie.

La Page -Quel est le rôle des femmes ?

Laure Godineau - La répartition des rôles masculins et féminins est très forte au XIX^e siècle. Aussi lorsque les communalistes s'engageaient, c'étaient comme cantinières ou ambulancières. Mais certaines ont revendiqué le droit de porter des armes, et beaucoup ont sans nul doute combattu. Elles ont aussi pris la parole dans les clubs. Elles étaient également présentes dans un certain nombre de groupements comme l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, animée par une ouvrière relieuse, Nathalie Le Mel, et par Elisabeth Dmitrieff, elle aussi membre de l'Internationale et envoyée par Marx à Paris. Elle cherche, entre autres, à organiser le travail des femmes avec l'idée que leur émancipation passera par le travail. Cependant, elles ne siègent pas au Conseil de la Commune puisqu'elles n'avaient pas le droit de vote et d'éligibilité.

Jean-Louis Robert - Il y a bien eu une réunion de cette Union dans le 14^e mais son importance a dû être faible.

La Page -La Commune de Paris a-t-elle des résonances dans l'actualité ?

Jean-Louis Robert - Cette année, j'ai l'impression que la montée au mur des fédérés sera différente des autres années. Il y a une mobilisation de l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives comme on ne l'a pas vu depuis très longtemps. Beaucoup d'animations, de débats, d'événements culturels aussi. Ceci est un marqueur fort d'une certaine crise de la démocratie où les gens voient – de façon diverse – dans la Commune de Paris une sorte d'expérience démocratique et sociale. La démocratie, l'égalité sociale, l'égalité des sexes, sont des sujets débattus en 1871 qui sont toujours d'actualité.

Laure Godineau - Cette mobilisation est liée aux interrogations contemporaines sur la démocratie. Certains débats d'aujourd'hui renvoient aux questionnements de 1871 : les questions politiques, la souveraineté populaire et sa mise en pratique, le social... Il y a des résonances pour qui interroge nos modèles démocratiques contemporains : quel type de République souhaitons-nous ?

PROPOS RECUEILLIS PAR MURIEL ROCHUT

*L'Affiche Rouge a été placardée dans la nuit du 5 au 6 janvier 1871 sur les murs de Paris, assiégé par les Prussiens depuis septembre 1870. C'est un appel à la formation de la Commune de Paris.

Laure Godineau, *La Commune de 1871* expliquée en images, Seuil, 160 p., 29 €

Jean-Louis Robert, *Le Paris de la Commune 1871* Belin, 192 p., 28 €

Une année particulière pour La Page et son équipe de rédaction

L'Équip'Page a tenu son assemblée générale annuelle début avril. La crise sanitaire n'a pas entamé le dynamisme de l'équipe, qui était composée en 2020 de dix à douze rédacteurs réguliers. Nous n'avons pas cessé de travailler, y compris en visioconférence, pour vous donner un journal d'information fiable, avec des reportages originaux sur la vie sociale et associative, l'urbanisme, la démocratie locale, le monde scolaire, les arts et la littérature, l'histoire de nos quartiers.

Nos abonnés restent fidèles, la plupart ayant opté maintenant pour un abonnement de deux ans ; leur nombre est en moyenne de 170 par échéance. En revanche, les ventes à la criée et surtout en dépôts ont été moindres (1 150 exemplaires vendus contre 1 470

en 2019). Nos recettes pour l'année ont été de 4 012 € contre près de 5 400 € en 2019.

L'arrêt obligé pendant le premier confinement a empêché la parution de notre numéro d'avril, en partie compensée par quatre pages supplémentaires dans le numéro de juin. Cependant, le coût de l'impression est en hausse, et environ 75% des dépenses sont consacrées à la mise en pages et l'impression du journal ; le reste est affecté aux frais postaux, assurances et location de la salle de réunion.

De nouveaux bénévoles seraient les bienvenus, surtout pour nous aider à vendre et faire connaître le journal.

L'ÉQUIP'PAGE

À l'ouest, du nouveau pour les artistes... et autres

Patrizia Pic de Donno, qui cherchait un nouvel atelier (*La Page* n°129), a trouvé refuge dans l'ancien immeuble du service des carrières de la porte de Vanves. Elle nous a fait découvrir ce nouveau lieu* éphémère de la cave à la terrasse avec vue sur le square Julia Bartet d'un côté et sur un large réseau de voies de chemin de fer, de l'autre : invitation nostalgique de circonstance..., rappelée sur les portes des ateliers d'artistes par la présence de bateaux miniatures en papier. Cet immeuble de briques est enserré entre la récente résidence universitaire et le fier et massif bâtiment-proue d'un hôtel. C'est une plateforme gérée par Plateau urbain, après l'ilot Reille (*La Page* n°130) et les Grands Voisins. Elle est actuellement fermée au public, sauf rendez-vous à prendre avec les artistes ouvrant leurs ateliers respectifs. Différentes disciplines sont déjà en pleine activité créatrice, de vente et/ou de formation à particuliers ; ateliers de Patrizia, peintre-sculptrice, de Michele Vicenzi – up-recycling textile et vestimentaire –, de M-E. Charnu Pobinne – création de cartes Ile de France, patchworks brodés, de Delphine Vantaggi – mosaïque –, et de musique, et d'autres encore restant à découvrir. C'est aussi un lieu d'entraide alimentaire et administrative pour étudiants, une salle d'enseignement du français langue étrangère pour migrants, et même, entre cave et terrasse en cours de végétalisation grâce aux designers de l'agence Skipt, une exploitation d'herbes aromatiques, champignons et divers. Le dernier confinement d'avril 2021 a légèrement ralenti l'organisation collective mais pas la création. Le nom de ce lieu, après vote, est « Les carrières ». Une expo est prévue du 2 au 10 juillet avec performance et installations artistiques, sur le toit, en partenariat avec la galerie Monteoliveto. En attendant de savoir quel projet remplacera cette « parenthèse » prévue pour onze mois ou plus...

BRIGITTE SOLLIERS

*12, av. de la Porte de Vanves (Tram T3a, Métro ligne 13, bus 58,59, 95).



Carrières d'artistes

RETROUVEZ LE PROGRAMME DES CINÉ-CLUBS ASSOCIATIFS DE L'ARRONDISSEMENT SUR NOTRE SITE WWW.LAPAGE14.INFO

Erratum

La photo illustrant l'article sur Anne Damesin paru dans le n°130 est de Richard Guil et non d'elle-même comme il est indiqué par erreur.

● Où trouver La Page ?

La Page est en vente à la criée sur les marchés du quartier (alternativement à Alésia, Brancusi, Brune, Daguerre, Edgar-Quinet, Coluche, Jacques-Demy, Jourdan, Villemain), au parc Montsouris et dans les boutiques suivantes :

Square Auguste-Renoir
Le Jardin des couleurs

Rue de l'Abbé-Carton
n° 51, La Table des Matières

Rue d'Alésia
n° 1, librairie L'Herbe rouge
n° 73, librairie La Chambre Verte

Rue Boulevard
n° 14, librairie La petite lumière

Boulevard Brune
n° 183, librairie papeterie Brune
n° 134, librairie presse

Marché Brune
Mamadou Der, tous les dimanches à l'entrée du marché

Place Constantin Brancusi
n°4, boulangerie

Rue Daguerre
n° 61, bouquinerie Oxfam
n° 66, café Naguère

Rue du Départ
n° 1, kiosque Mireau

Rue Didot
n° 104, La Panaméenne
n° 108, Maryland
n°103, boulangerie

Boulevard Edgar Quinet
n°33, Tikibou.

Rue du Général-Humbert
n° 2-4, Compagnie Bouche à bouche

Avenue du Général-Leclerc
n° 8, kiosque
n° 44, kiosque Liza
n° 94, kiosque Jean-Moulin

Avenue du Maine
n° 165, tabac de la Mairie
n° 84, kiosque Gaité

Rue du Montparnasse
n° 41, papeterie Montparnasse

Rue du Moulin-Vert
n° 31, librairie Le Livre écarlate

Rue Niepce
n°17, Carrefour City

Rue d'Odessa
n° 20, librairie d'Odessa

Rue des Plantes
n° 38, tabac
n° 44, boulangerie

Boulevard Raspail
n° 202, kiosque Raspail

Rue Raymond-Losserand
n° 72, kiosque métro Pernety
n° 120, Au plaisir des yeux
n° 159, Horizon-Presse

Boulevard Saint-Jacques
kiosque métro Saint-Jacques

Rue Sainte-Léonie
n° 8, Le Moulin à Café

Rue de la Tombe-Issoire
n° 91, librairie

La Page

est éditée par l'association L'Équip'Page :
MVAC 14-22, rue Deparcieux.
www.lapage14.info – 06 72 48 43 39.
contact@lapage14.info
Directrice de la publication :
Françoise Salmon
Commission paritaire 0623G83298
Impression : Rotographie,
Montreuil. Dépôt légal :
Juillet 2021